

No. 28430

**FRANCE
and
SWEDEN**

**Agreement concerning the readmission of persons at the
frontier. Signed at Paris on 14 February 1991**

Authentic texts: French and Swedish.

Registered by France on 14 October 1991.

**FRANCE
et
SUÈDE**

**Accord relatif à la réadmission des personnes à la frontière.
Signé à Paris le 14 février 1991**

Textes authentiques : français et suédois.

Enregistré par la France le 14 octobre 1991.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE
SUÈDE RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES À LA
FRONTIÈRE

I DEFINITIONS

Article 1er

Au sens du présent accord, on entend par :

Partie contractante : le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume de Suède ;

Etranger : toute personne autre que les ressortissants de la France ou de la Suède ;

Refoulement : le refus d'entrée sur le territoire d'une Partie contractante opposé par les autorités compétentes à un étranger qui se présente à la frontière de cette Partie ;

Eloignement : la décision par laquelle une autorité administrative ou judiciaire d'une Partie contractante vise à faire sortir un étranger du territoire de cette Partie ;

Autorités frontalières : les fonctionnaires chargés d'assurer le contrôle des personnes à la frontière et habilités à prendre des décisions de refus d'entrée ;

Autorités centrales : pour la Partie française, le Ministère de l'intérieur ; pour la Partie suédoise, l'Administration nationale pour les immigrants ;

Titre de séjour : toute autorisation de quelque nature que ce soit délivrée par une Partie contractante donnant droit au séjour sur son territoire, à l'exception des visas et des

¹ Entré en vigueur le 29 juin 1991, soit 30 jours après la date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément à l'article 16.

autorisations de séjour délivrés pendant l'instruction d'une demande de titre de séjour ou d'une demande d'asile ;

Demande d'asile : la requête par laquelle un étranger sollicite d'une Partie contractante la protection de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés¹, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967², en invoquant la qualité de réfugié au sens de l'article 1er de ladite convention ;

Demandeur d'asile : l'étranger ayant présenté une demande d'asile sur laquelle il n'a pas encore été statué définitivement ;

Provenance directe : l'étranger ou le demandeur d'asile est considéré comme étant en provenance directe de l'une des Parties contractantes lorsqu'il a emprunté, pour se rendre dans l'autre Partie ;

- soit un vol sans escale entre les deux Parties contractantes,
- soit un vol ayant accompli une simple escale technique dans un pays tiers, l'intéressé n'ayant pas franchi le contrôle des passeports.

En revanche, l'étranger ou le demandeur d'asile n'est pas considéré comme étant en provenance directe de l'une des Parties contractantes lorsqu'il a emprunté un vol en provenance d'un pays tiers ayant accompli une simple escale technique dans une Partie contractante avant de se rendre dans l'autre Partie, l'intéressé n'ayant pas franchi le contrôle des passeports.

II - READMISSION DES NATIONAUX

Article 2

Chacune des Parties contractantes réadmet sur son territoire, sans formalités et par contact direct entre ses

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

² *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

autorités frontalières, les personnes que les autorités de l'autre Partie ont décidé de refouler, lorsque les documents produits fournissent la preuve ou permettent de présumer que ces personnes possèdent la nationalité de la Partie concernée.

La Partie requérante réadmet les personnes qu'elle a refoulées lorsqu'il résulte de vérifications ultérieures effectuées par la Partie requise qu'elles n'étaient pas ses ressortissants lors du refoulement.

III - READMISSION DES ETRANGERS ENTRE AUTORITES FRONTALIERES

Article 3

Les autorités frontalières de chacune des Parties contractantes réadmettent immédiatement les étrangers en provenance directe par la voie aérienne de l'autre Partie, lorsque ceux-ci ont été refoulés à la frontière parce qu'ils sont démunis de passeport valide et de visa, si celui-ci est requis, ou lorsque, pour toute autre raison, ils ne sont pas susceptibles d'être admis.

La réadmission est effectuée dans les délais les plus brefs après la tentative d'entrée irrégulière, en vue du renvoi de l'étranger en cause par le premier vol possible vers l'aéroport d'origine dans la Partie requise et par la compagnie aérienne ayant transporté l'intéressé.

Article 4

Chacune des Parties contractantes réadmet, par contact direct entre les autorités frontalières, les étrangers en provenance directe de l'autre Partie qui sont démunis de passeport valide et de visa, si celui-ci est requis, lorsque la demande de réadmission est présentée dans un délai de dix jours à compter de l'entrée dans la Partie requérante.

IV - READMISSION DES ETRANGERS ENTRE AUTORITES CENTRALES

Article 5

Chacune des Parties contractantes réadmet les étrangers qui, après avoir séjourné au moins dix jours sur son territoire sans passeport valide ni visa, si celui-ci est requis, se sont rendus directement dans l'autre Partie.

Article 6

L'obligation de réadmission prévue à l'article 5 n'existe pas à l'égard :

1° Des ressortissants des Etats qui ont une frontière commune avec la Partie requérante ;

2° Des étrangers qui, postérieurement à leur entrée sur le territoire de la Partie requérante, ont été mis en possession d'un titre de séjour ;

3° Des étrangers auxquels la Partie requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967, soit le statut d'apatride par application de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides¹;

4° Des étrangers pour lesquels la demande de réadmission a été faite plus d'un mois après que les autorités de la Partie requérante aient eu connaissance de leur séjour irrégulier sur leur territoire ;

5° Des étrangers qui ont séjourné plus de six mois sur le territoire de la Partie requérante.

La Partie requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après contrôles postérieurs à leur en-

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 360, p. 117.

trée, se révéleraient avoir appartenu à l'une des catégories ci-dessus au moment de leur sortie.

Article 7

Chacune des Parties contractantes réadmet :

1° Les étrangers en possession d'un titre de séjour en cours de validité délivré par les autorités de la Partie requise ;

2° Les étrangers auxquels la Partie requise a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967, soit le statut d'apatride par application de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides.

Article 8

Dans le respect des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967, chacune des Parties contractantes admet ou réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie, les demandeurs d'asile originaires d'un Etat tiers, lorsque sa responsabilité est établie au regard de l'un des critères suivants qui s'appliquent dans l'ordre dans lequel ils sont présentés :

1° Le demandeur d'asile a un conjoint ou un enfant mineur de dix-huit ans dans la Partie requise, ou, si le demandeur d'asile est lui même un mineur, son père ou sa mère s'est vu reconnaître le statut de réfugié dans cette Partie et y réside légalement. Dans ce cas, l'admission ou la réadmission est subordonnée au consentement des intéressés ;

2° La Partie requise a délivré au demandeur d'asile un titre de séjour ou un visa d'entrée en cours de

validité, ou a autorisé son entrée au bénéfice d'une dispense de visa ;

3° La Partie requise a délivré un visa de transit en cours de validité au demandeur d'asile, à moins que celui-ci présente sa demande dans l'autre Partie contractante où il est dispensé de visa d'entrée ;

4° Le demandeur d'asile a franchi irrégulièrement, par voie terrestre, maritime ou aérienne, en provenance d'un Etat tiers, la frontière de la Partie requise avant de se rendre dans la Partie contractante dans laquelle il présente sa demande, à moins qu'il n'ait séjourné au moins six mois dans cette dernière partie avant de présenter sa demande.

Hors les hypothèses visées aux 1° à 4° ci-dessus, chaque Partie contractante est responsable lorsque le demandeur d'asile a emprunté un vol en provenance d'un Etat tiers ayant accompli un transit dans l'autre Partie contractante, sans y franchir le contrôle des passeports, à moins que la demande d'asile ne soit présentée lors du transit.

La demande aux fins d'admission ou de réadmission doit être présentée à la Partie requise dans un délai de trois mois suivant le dépôt de demande d'asile et comporter les indications permettant à la Partie requise de constater sa responsabilité au regard des critères énoncés ci-dessus.

La Partie requise doit statuer sur la demande dans un délai d'un mois à compter de sa saisine. L'absence de réponse à l'expiration de ce délai équivaut à une acceptation.

Le transfert doit intervenir dans le mois qui suit l'acceptation de la demande.

L'obligation de réadmission existe également dans le cas où le demandeur d'asile se trouve irrégulièrement dans une Partie contractante alors que sa demande est en cours d'examen dans l'autre Partie.

La réadmission s'effectue alors dans les conditions prévues ci-dessus.

V - TRANSIT POUR ELOIGNEMENT

Article 9

Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise l'entrée et le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie requérante.

Le transit peut s'effectuer par voie terrestre ou par voie aérienne.

La Partie requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci ne peut être assurée par la Partie requérante qu'à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie requérante et sans quitter la zone internationale des aéroports dans la Partie requise. Dans le cas contraire, l'escorte est assurée par la Partie requise à charge pour la Partie requérante de lui rembourser les frais correspondants.

La Partie requérante garantit à la Partie requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport pour le pays de destination.

Article 10

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités concernées. Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la

nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heures d'arrivée dans le pays de transit et de départ de celui-ci, au(x) lieu (x) de transit, aux pays et lieu de destination, ainsi que, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 11

Le transit pour éloignement est refusé :

1° Si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans la Partie requise pour des faits antérieurs au transit ;

2° Si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

3° Si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

VI - DISPOSITIONS GENERALES

Article 12

Le présent accord ne porte pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

Article 13

Toute réadmission donne lieu à la délivrance par les autorités frontalières de la Partie requise d'un certificat sur lequel sont portés les renseignements relatifs à l'identité et éventuellement aux documents personnels détenus par le ressortissant étranger.

Article 14

Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie requise des étrangers dont la réadmission est sollicitée.

De même, sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'au pays de destination d'un ressortissant de pays tiers dont le transit est autorisé. La Partie requérante, en cas de nécessité, prend à sa charge les frais de retour.

Article 15

Les Parties contractantes fixeront, par échange de lettre, la liste des aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers.

Article 16

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

Le présent accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée.

Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

Fait à Paris le 14 Février 1991 en double exemplaire
en langue française et en langue suédoise, les deux textes
faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :
[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
du Royaume de Suède :
[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Marchand — Signed by Marchand.

² Signé par Lidbom — Signed by Lidbom.

[SWEDISH TEXT — TEXTE SUÉDOIS]

AVTAL MELLAN FRANSKA REPUBLIKENS REGERING OCH
KONUNGARIKET SVERIGES REGERING RÖRANDE ÅTERTA-
GANDE AV PERSONER VID GRÄNSEN

I-DEFINITIONER

Artikel 1

I detta avtal avses med:

Fördragsslutande

part: Franska Republikens regering och
Konungariket Sveriges regering;

Utlänning: den som inte är medborgare i
Frankrike eller Sverige;

Avvisning: behörig myndighets beslut att
inte bevilja inresa till
fördragsslutande parts terri-
torium för utlänning som
befinner sig vid gränsen till
denna part;

Avlägsnande: beslut genom vilket en
administrativ eller rättslig
myndighet i fördragsslutande
part avser att avlägsna en
utlänning från partens
territorium;

Gränsmyndighet: myndighet med uppdrag att genomföra personkontroll vid gräns och med befogenhet att fatta beslut om att inte bevilja inresa;

Central utlänningsmyndighet: för Frankrikes del, inrikesministeriet; för Sveriges del, statens invandrarverk;

Uppehålls-tillstånd: varje slag av tillstånd som är utfärdat av en fördragsslutande part och berättigar till vistelse på statens territorium, med undantag av visum och tillfälliga uppehållstillstånd som utfärdas under pågående utredning av ansökan om uppehållstillstånd eller asyl;

Asylansökan: utlännings begäran till en fördragsslutande part om skydd enligt Genève-konventionen den 28 juli 1951 angående flyktingars rättsliga ställning i dess genom New York-protokollet den 31 januari 1967 ändrade lydelse genom återopande av flyktingstatus i enlighet med vad som avses i artikel 1 i konventionen;

Asylsökande:

utlänning som ingivit
asylansökan om vilken slutligt
beslut ännu inte fattats;

Direkt resa:

utlänningen eller asylsökanden
anses komma direkt från en av de
fördragsslutande parterna, när
han för att bege sig till den
andra parten,

- antingen flugit direkt
utan mellanlandning
mellan de båda
fördragsslutande
parterna,
- eller flugit med ett
plan som gjort en
teknisk mellanlandning i
ett tredje land men inte
passerat passkontrollen.

Däremot anses utlänningen eller
asylsökanden inte komma direkt
från en av de fördragsslutande
parterna när han flugit med ett
plan från tredje land som gjort
en teknisk mellanlandning i en
fördragsslutande part innan han
begivit sig till den andra men
inte passerat passkontrollen.

II-ÅTERTAGANDE AV EGNA MEDBORGARE

Artikel 2

Var och en av de fördragsslutande parterna skall utan formaliteter och genom direkt kontakt mellan sina gränsmyndigheter återta personer som den andra partens myndigheter har beslutat att avvisa, när företedda handlingar bevisar eller ger anledning att anta att dessa personer är medborgare i den berörda parten.

Den begärande parten skall återta de personer som den avvisat när det av senare utredningar gjorda av den andra parten framgår att personerna inte var dess medborgare vid avvisningstillfället.

III-ÅTERTAGANDE AV UTLÄNNING MELLAN GRÄNSMYNDIGHETER

Artikel 3

Gränsmyndigheterna i vardera fördragsslutande part skall omedelbart återta en utlänning som anländer med flyg direkt från den andra parten, om utlänningen, genom att han saknar giltigt pass eller visering då sådan krävs eller av annat skäl inte tillåts resa in, avvisas vid gränsen.

Återtagandet skall verkställas snarast möjligt efter försöket att olovligen ta sig in i landet så att utlänningen återsänds med första möjliga flyg till avreseflygplatsen i den andra parten och med samma flygbolag som transporterat denne.

Artikel 4

Var och en av de fördragsslutande parterna skall genom direkta kontakter mellan gränsmyndigheterna ta emot en utlänning i de fall då denne utan giltigt pass eller visering, då sådan krävs, rest direkt från den ena staten till den andra och begäran om återtagande görs inom tio dagar från inresan i den begärande parten.

IV-ÅTERTAGANDE AV UTLÄNNING MELLAN CENTRALMYNDIGHETER

Artikel 5

Var och en av de fördragsslutande parterna skall återta en utlänning som efter minst tio dagars vistelse på dess territorium utan giltigt pass eller visering, då sådan krävs, inrest direkt i den andra parten.

Artikel 6

Skyldighet att återta enligt artikel 5 föreligger inte vad avser

1. medborgare i stater med gemensam gräns med den part som begär återtagande;
2. utlänning som efter inresan i den begärande parten fått uppehållstillstånd;
3. utlänning som av den begärande parten har tillerkänts antingen flyktingstatus enligt Genèvekonventionen den 28 juli 1951 angående flyktingars rättsliga ställning i dess genom New York-protokollet

den 31 januari 1967 ändrade lydelse eller status som statslös med tillämpning av New York-konventionen den 28 september 1954 angående statslösa personers rättsliga ställning;

4. utlänning för vilken begäran om återtagande gjorts senare än en månad efter det att myndigheterna i den begärande parten fått kännedom om utlänningens olovliga vistelse på dess territorium;

5. utlänning som vistats mer än sex månader på den begärande statens territorium.

Den begärande parten skall till sitt territorium återta de personer som efter kontroll som företagits efter inresan i den andra staten visar sig ha tillhört någon av ovanstående kategorier vid tidpunkten för utresan.

Artikel 7

Fördragsslutande part skall återta utlänning som har

1. giltigt uppehållstillstånd utfärdat av den andra partens myndigheter;

2. av den andra parten erkänd flyktingstatus enligt Genève-konventionen den 28 juli 1951 angående flyktingars rättsliga ställning i dess genom New York-protokollet den 31 januari 1967 ändrade lydelse eller status som statslös med tillämpning av New York-konventionen den 28 september 1954 angående statslösa personers rättsliga ställning.

Artikel 8

Med iakttagande av bestämmelserna i Genèvekonventionen den 28 juli 1951 angående flyktingars rättsliga ställning i dess genom New York-protokollet den 31 januari 1967 ändrade lydelse skall var och en av de fördragsslutande parterna på den andra fördragsslutande partens begäran ta emot eller återta asylsökande från tredje land, om dess ansvar kan fastställas enligt ett av följande kriterier, vilka är tillämpliga i den ordning de anges:

1. Asylsökanden har make/maka eller omyndigt barn under arton år i den andra parten, eller, om den asylsökande själv är minderårig, fadern eller modern har tillerkänts flyktingstatus i den parten och lagligen vistas där. I detta fall förutsätter mottagandet eller återtagandet berörda personers medgivande;
2. Den andra parten har utfärdat uppehållstillstånd eller inresevisum för den asylsökande, vilket fortfarande är giltigt, eller har beviljat honom inresetillstånd och därigenom medgivit dispens från visumkravet;
3. Den andra parten har utfärdat transitvisum för den asylsökande, vilket fortfarande gäller, om inte denne inger sin ansökan i den andra fördragsslutande parten, där han är befriad från visumkravet;
4. Den asylsökande som olovligen via land, sjö eller luft har tagit sig från tredje land över gränsen till den andra parten före resan till den fördrags-

slutande part där ansökan inges, om han inte vistats minst sex månader i den sistnämnda parten före ingivande av ansökan;

Utom i ovan under 1-4 angivna hypotetiska fall är varje fördragsslutande part ansvarig, när asylsökande har anlänt med flyg från tredje land och därvid transiterat den andra fördragsslutande parten utan att ha gått igenom passkontrollen, om inte asylansökan lagts fram vid transiteringen.

Begäran om mottagande eller återtagande skall inges till den andra parten inom tre månader efter asylansökan och innehålla uppgifter som gör det möjligt för den andra parten att fastställa sitt ansvar med hänsyn tagen till ovan uppräknade kriterier.

Den andra parten skall besluta inom en månad efter det att begäran ingivits. Uteblivet svar vid utgången av denna frist betyder att den godkänts.

Överföringen skall ske inom den månad som följer efter godkännandet av begäran.

Återtagandeskyldighet föreligger även när den asylsökande olovligen befinner sig i den ena fördragsslutande parten samtidigt som ansökan prövas i den andra fördragsslutande parten.

Återtagandet verkställs då på ovan angivna villkor.

V - TRANSITERING VID AVLÄGSNANDE

Artikel 9

Var och en av de fördragsslutande parterna skall på den andras begäran bevilja in- och genomresa på sitt territorium för medborgare i tredje land som utsätts för avlägsnande av den begärande parten.

Transitering kan ske till lands eller med flyg.

Den begärande parten skall påta sig fullt ansvar för att utlänningen fortsätter resan till sitt destinationsland samt återta utlänningen, om avlägsnandet av en eller annan anledning inte kan verkställas.

När transiteringen skall genomföras under polisbevakning kan den endast verkställas av den begärande parten ombord på plan som tillhör ett av den begärande partens flygbolag och inom den internationella zonen på den andra partens flygplatser. I annat fall skall bevakning ordnas av den andra parten, varvid den begärande staten skall ersätta kostnaderna.

Den begärande parten skall garantera den andra parten att den utlänning för vilken transitering beviljas är försedd med färdbiljett till destinationslandet.

Artikel 10

Begäran om transitering vid avlägsnande skall göras direkt mellan berörda myndigheter. Den skall innehålla uppgifter om utlänningens identitet och medborgarskap,

datum för resan, ankomsttid och avgångstid i transitlandet, transiteringsort/-er, destinationsland och destinationsort samt i förekommande fall uppgifter om medföljande bevakning.

Artikel 11

Transitering vid avlägsnande skall inte ske:

1. Om utlänningen löper risk att anklagas eller dömas av brottmålsdomstol i den andra parten för gärningar som begåtts före transiteringen;
2. Om utlänningen i destinationslandet löper risk att utsättas för förföljelse på grund av ras, religion, nationalitet eller politiska åsikter eller för att han eller hon tillhör viss socialgrupp;
3. Om utlänningen löper risk att anklagas eller dömas av brottmålsdomstol i destinationslandet för gärningar som begåtts före transiteringen.

VI- ALLMÄNNA BESTÄMMELSER

Artikel 12

Detta avtal inskränker inte de fördragsslutande parternas skyldigheter enligt andra internationella överenskommelser att motta och återta utlänningar.

Artikel 13

Vid varje återtagande skall ett intyg utfärdas av den återtagande partens gränsmyndigheter med uppgifter om identitet och eventuella personliga dokument som innehas av utlänningen.

Artikel 14

Den begärande parten svarar för transportkostnaderna fram till den andra partens gräns för den utlänning för vilken återtagande begärts.

Likaså svarar den begärande parten för transportkostnaderna till destinationslandet för en utlänning från tredje land som beviljats transitering. Den begärande parten svarar, då så är nödvändigt, för återresekostnaderna.

Artikel 15

De fördragsslutande parterna skall genom skriftväxling upprätta en förteckning över de flygplatser som kan komma i fråga för utlänning som återtas eller transiteras.

Artikel 16

Var och en av de båda fördragsslutande parterna skall underrätta den andra om att den fullgjort nödvändiga konstitutionella förfaranden för detta avtals ikraftträdande, vilket sker trettio dagar efter den sista underrättelsen.

Avtalet skall ha en giltighetstid av tre år och kan automatiskt förlängas för lika långa perioder.

Avtalet kan upphävas på diplomatisk väg med tre månaders varsel.

Upprättat i Paris, den *14 februari 1991* i två exemplar på franska och svenska, vilka båda texter är lika giltiga.

För Franska Republikens
regering:

[*Signed — Signé*]¹

För Konungariket Sveriges
regering:

[*Signed — Signé*]²

¹ Signed by Marchand — Signé par Marchand.

² Signed by Lidbom — Signé par Lidbom.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF SWEDEN CONCERNING THE READMISSION OF PERSONS AT THE FRONTIER

I. DEFINITIONS

Article 1

For the purposes of this Agreement:

Contracting Party means the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Sweden;

Alien means any person who is not a national of France or Sweden;

Refoulement means a decision of the competent authorities to refuse entry into the territory of a Contracting Party in the case of an alien present at the frontier of that Party;

Expulsion means a decision of the administrative or judicial authority of a Contracting Party concerning the removal of an alien from the territory of that Party;

Frontier authorities means the authorities responsible for the control of persons at the frontier and authorized to take decisions to refuse entry;

Central authorities means, in the case of France, the Ministry of Interior; in the case of Sweden, the National Immigration and Naturalization Board;

Residence permit means an authorization of any kind issued by a Contracting Party and conferring entitlement to reside in its territory, except for visas and temporary residence permits issued while an application for a residence permit or for asylum is being processed;

Application for asylum means an application made by an alien to a Contracting Party for protection under the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees,² as amended by the New York Protocol of 31 January 1967,³ invoking refugee status under article 1 of the Convention;

Asylum-seeker means an alien who has submitted an application for asylum, on which a final decision is pending;

Direct travel an alien or asylum-seeker is deemed to have come directly from the territory of a Contracting Party when, in order to reach that of the other Party, he has:

— Either flown directly, non-stop, between the territories of the two Contracting Parties;

¹ Came into force on 29 June 1991, i.e., 30 days after the date of receipt of the last of the notifications by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional formalities, in accordance with article 16.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 189, p. 137.

³ *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

— Or flown on an aircraft which made a technical stop in a third country, where the person concerned did not go through passport control.

However, an alien or asylum-seeker is deemed not to have come directly from the territory of a Contracting Party when he has flown on an aircraft, coming from a third country, which made a technical stop in the territory of a Contracting Party before going to that of the other Party, and he did not go through passport control.

II. READMISSION OF NATIONALS

Article 2

Each of the Contracting Parties shall readmit to its territory, without formalities and through direct contacts between their frontier authorities, persons to whom the authorities of the other Party have decided to refuse entry when the documents produced prove or clearly imply that such persons are nationals of the Party concerned.

The requesting Party shall readmit persons to whom it has refused entry when subsequent inquiries by the requested Party show that they were not nationals of that Party at the time of refoulement.

III. READMISSION OF ALIENS BETWEEN FRONTIER AUTHORITIES

Article 3

The frontier authorities of each of the Contracting Parties shall immediately readmit aliens flying directly from the territory of the other Party when they have been refused entry at the frontier because they do not hold a valid passport or a visa, if one is required, or because they are not eligible for admission for any other reason.

Readmission shall be effected as soon as possible after the attempted illegal entry so that the alien concerned may be sent back to the airport of origin in the territory of the requested Party on the first possible flight with the airline that carried him.

Article 4

Each of the Contracting Parties shall readmit, by direct contacts between the frontier authorities, aliens coming directly from the territory of the other Party who do not hold a valid passport or a visa, if one is required, where the request for readmission is submitted within 10 days from after the date of entry into the territory of the requesting Party.

IV. READMISSION OF ALIENS BETWEEN CENTRAL AUTHORITIES

Article 5

Each of the Contracting Parties shall readmit aliens who, after having stayed at least 10 days in its territory without a valid passport or a visa, if one is required, have travelled directly to the territory of the other Party.

Article 6

The obligation to readmit, laid down in article 5, shall not exist in the case of:

1. Nationals of States having a common frontier with the requesting Party;

2. Aliens who, after entering the territory of the requesting Party, have received a residence permit;

3. Aliens to whom the requesting Party has granted refugee status under the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, or the status of a stateless person under the New York Convention of 28 September 1954 relating to the Status of Stateless Persons;¹

4. Aliens for whom the request for readmission was made more than one month after the authorities of the requesting Party learned that they were staying illegally in its territory;

5. Aliens who have been staying in the territory of the requesting Party for more than six months.

The requesting Party shall readmit to its territory persons who, as a result of inquiries following their entry into the other State, are found to have belonged to one of the above categories at the time of their departure.

Article 7

Each of the Contracting Parties shall readmit:

1. Aliens holding a valid residence permit issued by the authorities of the requested Party;

2. Aliens to whom the requested Party has granted refugee status under the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, or the status of a stateless person under the New York Convention of 28 September 1954 relating to the Status of Stateless Persons.

Article 8

Having due regard to the provisions of the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, each of the Contracting Parties shall, at the request of the other Party, admit or readmit to its territory asylum-seekers from a third State, where its responsibility can be established on the basis of one of the following criteria, which are to be applied in the order in which they are listed:

1. The asylum-seeker has a spouse or minor child under 18 years of age in the territory of the requested Party or, if the asylum-seeker is himself a minor, his father or mother has been granted refugee status in the territory of that Party and resides there legally. In such cases, admission or readmission shall be subject to the consent of the persons concerned;

2. The requested Party has issued a residence permit or currently valid entry visa to the asylum-seeker, or has allowed him to enter without requiring a visa;

3. The requested Party has issued a currently valid transit visa to the asylum-seeker, unless he is submitting his application in the territory of the other Contracting Party, where he is exempt from the entry visa requirement;

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 360, p. 117.

4. The asylum-seeker has illegally crossed the frontier of the requested Party by land, sea or air on his way from a third State before going to the territory of the Contracting Party in which he is submitting his application, unless he has been staying in the territory of the last-mentioned Party for at least six months before submitting his application.

Except in the cases referred to in subparagraphs 1 to 4 above, each Contracting Party shall be responsible, where the asylum-seeker has taken a flight originating in a third country and been in transit in the territory of the other Contracting Party without going through passport control, unless the application for asylum was submitted during transit.

Requests for admission or readmission shall be made to the requested Party within three months after the date of submission of the application for asylum and shall contain the information which the requested Party needs to determine its responsibility in the light of the criteria set forth above.

The requested Party shall take a decision on the request within one month after the date of submission. Failure to reply by the end of that period shall be construed as approval.

The transfer shall take place during the month following approval of the request.

The obligation to readmit shall also exist when the asylum-seeker is illegally present in the territory of one Contracting Party while his application is being processed in the territory of the other Party.

In such cases readmission shall take place under the conditions set forth above.

V. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 9

Each of the Contracting Parties shall, at the request of the other, authorize the entry into and transit in its territory of nationals of third States whose expulsion has been ordered by the requesting Party.

Transit may take place by land or by air.

The requesting Party shall assume full responsibility for ensuring that the alien travels to his country of destination and shall take back the alien if expulsion cannot be effected for any reason.

Where the transit is to occur under police escort, such escort may be provided by the requesting Party only on board aircraft belonging to an airline of the requesting Party and only within the international zone at the airports of the requested Party. Otherwise the escort shall be provided by the requested Party, which shall be reimbursed by the requesting Party for the expenses incurred.

The requesting Party shall guarantee to the requested Party that the alien whose transit has been authorized has a ticket for the country of destination.

Article 10

Transit requests for the purpose of expulsion shall be handled directly between the authorities concerned. Such requests shall contain information on the identity and nationality of the alien, the date of travel, the times of arrival in and departure

from the country of transit, the place or places of transit, the country and place of destination and, if applicable, information on the personnel escorting the alien.

Article 11

Transit for the purpose of expulsion shall be denied:

1. If the alien may be accused or convicted in a criminal court of the requested Party for acts committed prior to transit;
2. If the alien may be persecuted in the State of destination because of his race, religion, nationality, membership in a certain social group or political opinions;
3. If the alien may be accused or convicted in a criminal court of the State of destination for acts committed prior to transit.

VI. GENERAL PROVISIONS

Article 12

This Agreement shall not affect the obligations incurred by the Contracting Parties under other international agreements with respect to the admission or readmission of aliens.

Article 13

The frontier authorities of the requested Party shall document each readmission by issuing a certificate containing information on the alien's identity and, where applicable, personal documentation.

Article 14

The requesting Party shall bear the costs of transport to the frontier of the requested Party in the case of aliens whose readmission has been requested.

The requesting Party shall also bear the costs of transport to the country of destination in the case of an alien from a third country whose transit has been authorized. Where necessary, the requesting Party shall also bear the costs of the return journey.

Article 15

The Contracting Parties shall, in an exchange of letters, draw up a list of airports that may be used for the readmission and entry-in-transit of aliens.

Article 16

Each of the Contracting Parties shall notify the other of the completion of the constitutional formalities required for the entry into force of this Agreement, which shall take place 30 days after the receipt of the last such notification.

This Agreement shall remain in force for a three-year period, and may be extended automatically for further three-year periods.

It may be denounced upon three months' notice through the diplomatic channel.

DONE at Paris on 14 February 1991, in duplicate in the French and Swedish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

MARCHAND

For the Government
of the Kingdom of Sweden:

LIDBOM
